



Guerre à Gaza

*Israël poursuit ses violentes
attaques contre la bande de
Gaza, par des bombardements
aériens intensifs et sans relâche,
alors que le gouvernement du
Premier ministre Benjamin
Netanyahu annonce qu'il n'exclut
pas une invasion terrestre du
territoire palestinien.*

Voici une Déclaration de la Ligue Internationale des
Travailleurs, datée du 16 juillet 2014.

Vous retrouverez d'autres textes concernant la la lutte du
peuple palestinien sur notre site internet www.lct-cwb.be
onglet *International / Palestine*.

*Ligue Communiste des Travailleurs
lct.cwb@gmail.com
Section belge de la
Ligue Internationale des Travailleurs
Quatrième Internationale*

La photo de la couverture montre des enfants palestiniens dans les décombres
et les destructions causées par les bombardements sionistes.

0,50 € (prix de soutien 1 €)

Arrêtons, maintenant, les sanglantes attaques israéliennes contre le peuple palestinien !

Israël ment quand elle dit qu'elle bombarde uniquement des « objectifs militaires ». Les attaques ont déjà causé près de 200 morts, en majorité des civils, dont des personnes âgées, des femmes et des enfants en grand nombre. A titre d'exemple, un des sites bombardés par les avions était un bar où les résidents palestiniens regardaient le match de football entre l'Argentine et les Pays-Bas à la télé, lors de la Coupe 2014 au Brésil.

Les médias occidentaux pro-impérialistes essaient de présenter ce qui se passe comme une question de deux peuples de religions différentes (Palestiniens et Juifs) qui « ne se reconnaissent pas mutuellement » et qui « ne parviennent donc pas à vivre en paix ». Mais la réalité dément cette

vision : les images et les informations prouvent avec une clarté absolue que le vrai agresseur est l'Etat sioniste et son armée, armés jusqu'aux dents, contre un peuple qui, en comparaison, est pratiquement désarmé.

Une longue histoire d'usurpation et d'agressions

Pour comprendre l'actuelle « question palestinienne », il faut remonter à la création de l'Etat d'Israël en 1948 et à ce que cela représente pour le peuple palestinien. Le sionisme – le courant politique et idéologique qui a mis en oeuvre la création de l'Israël moderne – justifie ses actions avec une falsification historique majeure : en Israël se seraient réunis « un peuple sans terre » (le juif) et « une terre sans peuple » (la Palestine). Ce gros mensonge

sert à justifier les crimes cruels commis par le sionisme pour « effacer » le peuple palestinien de l'histoire.

Durant les premières décennies du 20e siècle, des immigrants juifs européens sont arrivés dans une région peuplée par une majorité arabe absolue, un processus encouragé d'abord par l'impérialisme anglais et ensuite par l'étatsunien. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale (1945), ce processus s'est accentué. Les Juifs d'Europe ont commen-



cé à faire l'objet d'un génocide odieux de la part des nazis, ce qui a horrifié le monde à juste titre. L'impérialisme et les sionistes ont alors utilisé ce sentiment en leur faveur : qui pourrait s'opposer à la création d'un Etat où les Juifs allaient pouvoir « vivre en paix » et « se remettre de leurs blessures » ?

Le contrôle du Moyen-Orient - qui possède les deux tiers des réserves mondiales de pétrole - avait une valeur stratégique. Et les Etats-Unis, qui s'appuyaient

déjà sur les monarchies pétrolières alliées (comme l'Arabie Saoudite), avaient besoin d'une « base à eux », un point d'ancrage solide pour contrôler la région. Ce point d'ancrage serait l'Etat d'Israël.

Les Arabes étaient toujours en nette majorité sur ce territoire, malgré l'accroissement de l'immigration des Juifs : à l'époque, il était habité par 1 300 000 Palestiniens arabes et 600 000 Juifs. Mais l'ONU a octroyé 52 % de la surface à Israël

et 48 % aux Palestiniens. Israël représentait donc, dès sa naissance, une usurpation et un vol, car les Palestiniens devaient céder 52 % de leur territoire à une minorité qui, par-dessus le marché, avait été créée artificiellement. Même dans le territoire octroyé à Israël, les Palestiniens étaient en majorité (950 000).

Il restait cependant un problème non résolu : que faire avec le peuple palestinien qui vivait dans ce pays ? La « solution sioniste » était la terreur et la

mise en œuvre d'un « nettoyage ethnique » pour expulser les Palestiniens de leurs maisons et de leurs terres. Des organisations sionistes armées (telles qu'Ergun et Lehi) attaquaient des centaines de villages palestiniens, tuant hommes, femmes et enfants, comme dans le village de Deir Yassin (près de Jérusalem). Six mois de « nettoyage ethnique » (sous la bienveillance de l'impérialisme et du stalinisme) ont eu comme résultat qu'il n'y avait plus que 138 000 Palestiniens en territoire israélien. Le reste avait été expulsé violemment.

Les Palestiniens expulsés sont alors partis en exil, vers les pays arabes (en particulier la Jordanie, le Liban et la Syrie) ou vers des régions éloignées comme les Etats-Unis et l'Amérique latine. Le peuple a ainsi été divisé en trois secteurs : ceux qui vivent à l'intérieur des frontières d'Israël, ceux qui vivent dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, et ceux qui sont partis en exil. C'est ainsi qu'est née la tragédie (Nakba) de ce peuple, causée par la création de l'Etat d'Israël. Et de la même façon est née aussi la lutte des Palestiniens pour la récupération leur territoire historique.

La fausse solution des « deux Etats »

L'Etat d'Israël a donc été créé en 1948 comme une enclave militaire impérialiste au Moyen-Orient. Depuis lors et jusqu'à nos jours, l'histoire d'Israël a été celle de l'agression permanente et de la répression contre le peuple palestinien et l'ensemble des peuples arabes. Tout comme elle a été celle d'une expansion permanente dans les territoires accordés par l'ONU aux Palestiniens, et leur occupation, au point de les réduire à la bande de Gaza et à la Cisjordanie, cette dernière étant en outre recoupée comme un fromage gruyère par le mur de la honte, qui l'encercle et lui enlève les meilleures terres et les ressources en eau.

L'impérialisme étasunien et les Nations Unies estiment que la seule solution pour mettre fin aux affrontements entre Palestiniens et Israéliens est celle de « deux peuples, deux Etats ». Et sur ce point, ils sont également soutenus par le pape François. Cette proposition est soutenue par l'organisation Al Fatah (maintenant au pouvoir en Cisjordanie), l'OLP (Organisation de libération

de la Palestine) et d'autres organisations, ainsi que par une grande partie de la gauche dans le monde.

Pourquoi cette solution est-elle fautive ? Tout d'abord, elle n'est rien d'autre que la continuation de la résolution des Nations Unies de 1947, ce qui reviendrait à approuver et à légaliser le vol et l'usurpation qui sont à l'origine de la création d'Israël, même si les frontières antérieures à la guerre de 1967 sont prises comme base.

Deuxièmement, le peuple palestinien serait définitivement divisé en trois secteurs. Le premier, le million et demi de Palestiniens vivant en Israël serait condamné de plus en plus à supporter de façon isolée les attaques des gouvernements israéliens qui veulent effacer leur mémoire et leur histoire, les expulser carrément, ou les laisser dans des conditions insoutenables, comme celles des habitants actuels de Jérusalem-Est. Quant aux trois millions et demi d'habitants palestiniens de Gaza et de la Cisjordanie, habitants du futur miniEtat « indépendant », ils devraient vivre dans un pays fragmenté, sans la moindre viabilité d'autonomie économique, sans armée, et dans

des frontières surveillées par des troupes de l'OTAN. Enfin, les cinq millions de personnes vivant en dehors de la Palestine perdraient définitivement leur droit au retour.

Dans le même temps, ce miniEtat palestinien devrait coexister avec le mastodonte militaire sioniste voisin, qui aurait constamment besoin de l'agresser pour justifier sa propre existence.

Pour une Palestine unique, laïque, démocratique et non raciste

La seule véritable solution, contrairement à celle des « deux Etats », est celle de la construction d'une Palestine unique, laïque, démocratique et non raciale sur tout son territoire historique, le mot d'ordre central du programme de fondation de l'OLP dans les années 1960.

Une Palestine sans murs ni camps de concentration, à laquelle les millions de réfugiés chassés de leurs terres peuvent retourner et où les millions qui y sont restés et sont actuellement opprimés peuvent récupérer leurs pleins droits. Un pays où, à leur tour, tous les Juifs qui sont

prêts à vivre ensemble dans la paix et l'égalité peuvent rester.

Mais cette proposition ne peut pas devenir réalité, et il ne pourra y avoir de paix en Palestine, aussi longtemps que l'Etat d'Israël ne soit pas définitivement vaincu et détruit. C'est-à-dire, jusqu'à ce que le cancer impérialiste qui ronge la région ne soit supprimé définitivement.

Nous appelons les travailleurs et le peuple juif à se joindre à cette lutte contre l'Etat raciste et gendarme d'Israël. Cependant, nous devons être conscients que, par la nature même de la population juive israélienne, il est fort probable que seule une petite minorité accepte cette proposition, alors que la grande majorité d'entre eux va défendre bec et ongles « son Etat » et ses privilèges, et qu'il faudra donc les combattre jusqu'à la fin.

Les vraies raisons des attaques actuelles

L'enlèvement et l'assassinat de trois jeunes israéliens, dont les corps ont été retrouvés récemment en Cisjordanie, ont été l'excuse utilisée par le gouvernement israélien pour lancer sa nouvelle attaque. Jusqu'à présent, aucune

organisation palestinienne n'a revendiqué ce fait et certains analystes envisagent la possibilité qu'il s'agisse d'une provocation organisée par les Israéliens eux-mêmes. Toutefois, le gouvernement israélien en a déclaré responsable l'organisation du Hamas.

La raison sous-jacente de ces attaques est tout autre. L'impérialisme étasunien et l'euro-péen ont fait pression pour l'ouverture de négociations avec les Palestiniens dans le cadre des « deux Etats ». C'était le but des voyages du secrétaire d'Etat, John Kerry, et du pape François. L'accord entre les organisations du Fatah et du Hamas (voir ci-dessous) se situe dans cette perspective.

Israël et le gouvernement de Netanyahu ne veulent pas ouvrir ces négociations, et encore moins inviter le Hamas à s'asseoir à la table des discussions. L'attaque actuelle est donc une manière de « torpiller » toute possibilité de négociation immédiate.

L'impérialisme a une tactique politique différente de celle du gouvernement israélien, et ces attaques la mettent en crise. Mais les Etats-Unis et l'ensemble de

l'impérialisme n'abandonnent pas pour autant leur allié stratégique : ils défendent son « droit de défense » et n'envisagent toujours aucune sanction pour ses crimes.

D'autre part, la société israélienne traverse une crise profonde et une division qui brise « l'esprit national juif » sur lequel Israël a été construit. D'autant plus que certains des fondateurs de l'Etat sioniste – les immigrants ashkénazes européens et leurs descendants – se sont « embourgeoisés » et ne semblent plus disposés à donner leur vie pour lui. L'attaque est donc aussi une tentative pour surmonter cette crise et pour retrouver l'esprit de « l'unité nationale », et cela, comme toujours, par la guerre et l'agression contre les Palestiniens.

Les directions palestiniennes

Depuis les accords d'Oslo (1993), l'organisation Al Fatah et l'ensemble de l'OLP ont capitulé devant l'impérialisme et Israël, en reconnaissant l'existence de ce dernier et en renonçant à leur mot d'ordre de fondation. Ils sont ainsi devenus les gestionnaires de ce genre de bantoustans – les soi-disant républiques noires créées lors de l'apartheid sud-africain

– que sont les territoires de l'ANP (Autorité nationale palestinienne). Et avec la « police palestinienne », ils collaborent souvent avec Israël dans la répression de la population.

L'organisation islamiste du Hamas, pour sa part, qui contrôle la bande de Gaza, n'a jamais supprimé de son programme la proposition de la destruction d'Israël et de la réunification de la Palestine. Elle est aussi attaquée constamment par Israël, qui la considère comme « une organisation terroriste » et qui attaque constamment la bande de Gaza. Cependant, son gouvernement dans ce territoire a réprimé toutes les manifestations de l'opposition, y compris celle qui combat Israël ; la répression des manifestations de solidarité avec la révolution égyptienne en 2011 en est un exemple.

En même temps, le Hamas a toujours cherché un accord avec Al Fatah et avec le gouvernement de Mahmoud Abbas, en acceptant que ce dernier soit toujours le président de l'ANP et continue à négocier des accords de sécurité avec Israël. En pratique, cela signifie également l'acceptation de la politique des « deux Etats ».

C'est le sens de la récente réconciliation qui, dans la pratique, représente une capitulation du Hamas.

L'accord entre Al Fatah et le Hamas serait donc une manière de montrer à l'impérialisme qu'il existe une direction palestinienne (avec un « front uni » des grandes organisations) qui soit en mesure de contrôler le processus dans les territoires palestiniens et de gouverner le miniEtat.

Avec cette orientation politique, les directions du Fatah et du Hamas expriment essentiellement les intérêts des secteurs bourgeois de la Cisjordanie et de Gaza, pour lesquels la création du miniEtat palestinien pourrait apporter un certain avantage. Mais ils le font en sacrifiant les deux autres secteurs palestiniens, essentiellement celui des exilés qui, comme nous l'avons vu, perdrait toute possibilité de retour.

Pour remplir la mission historique de la récupération du territoire palestinien et pour mener à bien la tâche mentionnée dans la fondation de l'OLP, l'émergence de nouvelles directions sera donc nécessaire ; des directions issues de la lutte, avec les nouvelles générations de jeunes – dans les

territoires comme dans l'exil – de plus en plus éloignées des vieilles organisations, et qui ne baissent pas les drapeaux historiques.

Pour une grande campagne internationale pour arrêter la nouvelle agression israélienne

Nous rejetons cette nouvelle agression de l'Etat sioniste contre le peuple palestinien et nous exprimons une fois de plus notre solidarité et notre soutien aux Palestiniens. L'isolement international d'Israël (en tant que véritable agresseur) est en augmentation.

Dans de nombreuses villes du monde arabe, tout comme en Europe et en Amérique, des manifestations de solidarité avec les Palestiniens se développent. Nous appelons à intensifier et à augmenter cette campagne internationale pour obliger Israël à mettre fin à cette nouvelle action génocidaire.

Il est également nécessaire d'exiger des actions spécifiques des gouvernements, telles que la rupture des relations diplomatiques et des accords commerciaux privilégiés (comme ceux du Mercosur) avec Israël, dans le cadre de la campagne

développée par BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) et d'autres organisations.

Ceci est particulièrement important dans le monde arabe. Le président égyptien Al Sisi a déclaré qu'il soutenait la cause palestinienne. Il faut donc exiger qu'il ouvre inconditionnellement la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza, et permette le passage d'armes pour que le Hamas et l'ensemble de la population de ce territoire puissent se défendre contre cette attaque.

L'organisation libanaise du Hezbollah a été la seule à avoir vaincu militairement l'armée israélienne en 2006, mais maintenant leurs forces sont en Syrie pour y défendre le dictateur Al

Assad. Exigeons de lui qu'il quitte la Syrie et mette toute sa puissance et son expérience militaires au service du combat, aux côtés des Palestiniens, contre Israël.

Le dictateur syrien Al Assad déclare également qu'il soutient les Palestiniens, et c'est une des principales raisons pour lesquelles la majorité de la gauche au monde le défend. Mais aujourd'hui, la frontière entre son pays et l'État sioniste est considérée par les Israéliens eux-mêmes comme l'une des « plus calmes ». Qu'il cesse d'attaquer les « rebelles » syriens et les Palestiniens du camp de Yarmouk et qu'il aide les Palestiniens de Gaza et de la Cisjordanie pour arrêter l'attaque israélienne !

STOP à l'agression israélienne !

**Toute notre solidarité
et notre soutien
au peuple palestinien !**

**Pour une Palestine unique,
laïque, démocratique
et non raciste !**

